

# *Cantines Scolaires Gouvernementales Et Les Enjeux De Sa Pérennisation : Cas De La Commune De Zè Au Bénin*

## *[Government School Canteens And The Challenges Of Their Sustainability: Case Of The Municipality Of Zè In Benin]*

Jean Euloge Gabriel ADETONA<sup>1</sup> and Ruben TORRES MARTINEZ<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Doctorant

<sup>2</sup>Professeur-chercheur au Centre Péninsulaire en Humanités  
Sciences Sociales (CEPHCIS) de l'Université Nationale Autonome de Mexique (UNAM)

Décembre, 2024



**Résumé** – Cet article est une recherche qui s'est proposée d'analyser le fonctionnement des cantines scolaires gouvernementales installées dans le cadre du PNASI au Bénin. A cet effet, un échantillonnage à choix raisonné basé sur une approche participative a permis de collecter les données auprès de 703 acteurs intervenant dans ce domaine. Les données collectées ont été analysées grâce aux logiciels SPSS et Excel, et ont révélé que pour les cantines scolaires gouvernementales dans les écoles maternelles et primaires, il existe des comités de gestion composés de 6 membres en moyenne. Ces comités mis en place sont confrontés à plusieurs difficultés liées au fonctionnement des cantines dont les principales sont la cherté de certaines denrées alimentaires, le bénévolat des cantinières, le non-paiement des contributions (25 ou 50FCFA) et l'effectif pléthorique des élèves. Il en ressort aussi que la participation active de la société civile dans le processus d'implantation des cantines scolaires gouvernementales induirait une bonne synergie d'actions entre les acteurs locaux et un fort engagement communautaire dans la mobilisation de ressources, d'où l'effet immédiat de la pérennisation des cantines scolaires gouvernementales.

**Mots clés** – Cantines Scolaires, Gouvernementales, Fonctionnement, Enjeux, Pérennisation.

**Abstract** – This article is a research study which aims to analyze the functioning of government school canteens installed within the framework of the PNASI in Benin. To this end, purposive sampling based on a participatory approach made it possible to collect data from 703 stakeholders working in this field. The data collected was analyzed using SPSS and Excel software, and revealed that for government school canteens in nursery and primary schools, there are management committees composed of 6 members on average. These committees set up are faced with several difficulties linked to the operation of the canteens, the main ones of which are the high cost of certain foodstuffs, the volunteerism of the canteen workers, the non-payment of contributions (25 or 50 FCFA) and the excessive number of students. It also emerges that the active participation of civil society in the process of establishing government school canteens would induce a good synergy of actions between local actors and a strong community commitment in the mobilization of resources, hence the effect immediate of the sustainability of government school canteens.

**Key words** – School Canteens, Government, Operation, Issues, Sustainability.

## Contexte

Le contexte mondial après 2015 ne permet plus la croissance de populations analphabètes. C'est dans cette vision que dès l'an 2000, les Nations-unies ont conçu les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Chaque Etat devait exécuter en 15 ans, ce programme de bonne gouvernance au bénéfice des populations. Après 2015, plusieurs Etats africains n'ont pas abouti à tous les objectifs prévus, et particulièrement ceux liés à l'éducation. Un tel bilan a amené les Nation-unis à adopter les Objectifs de Développement Durable (ODD) pour l'horizon 2030. Parmi les 17 objectifs à atteindre, figure en bonne position la question de l'éducation des peuples. Cette éducation requiert que tous les efforts soient faits pour repousser la déscolarisation avant la fin du cycle primaire. Sur ce point précis, il faut noter qu'au Bénin, d'importantes cohortes d'enfants abandonnent l'école primaire sans le minimum de formation souhaité. Les enfants issus des familles défavorisées n'ont rien à manger à midi après les cours de la matinée. Leurs résultats en classe sont alors faibles et ils finissent par abandonner l'école. L'une des solutions efficaces pour lutter contre cette déscolarisation consiste à concevoir des conditions pour une bonne alimentation des enfants à midi. Et cela est possible avec l'ouverture des cantines scolaires gouvernementales. La mise en place des cantines scolaires gouvernementales dans les écoles est donc une volonté manifeste de l'État béninois à contribuer à l'atteinte des ODD, notamment ceux liés à l'accès à l'Éducation et à l'égalité des sexes, en vue de lutter contre la déscolarisation des enfants et surtout des filles [1].

Eu égard tout ce qui précède, il est primordial d'apprécier si cet important exploit a induit les changements escomptés. A cet effet, il importe de se demander si les cantines scolaires gouvernementales subsisteront encore longtemps après le retrait des PTFs (PAM) ? Pour répondre à cette préoccupation, la présente étude vise à analyser le fonctionnement des cantines scolaires gouvernementales et le niveau d'appréciation des prestations dans la Commune de Zè au Bénin.

## 1. Matériel et Méthodes

Cette phase a comporté l'analyse de la documentation disponible<sup>1</sup> et des données secondaires, l'élaboration d'outils de collecte de données, le tirage de l'échantillon d'écoles. Ainsi, des questionnaires destinés aux cibles de l'échantillonnage identifiées dans le système de gestion des cantines scolaires gouvernementales ont été élaborés.

Ces questionnaires ont permis de recueillir les informations sur l'identification de l'enquêté, sa perception du fonctionnement de la cantine scolaire gouvernementale, son niveau de satisfaction, les difficultés rencontrées dans son expérience avec les cantines scolaires, les mesures prises pour faire face aux difficultés et éventuellement ses suggestions.

### 1.1. Milieu d'étude

Comprise entre 6°32 et 6°87 de latitude Nord d'une part; et entre 2°13 et 2° 26 de longitude Est d'autre part, la Commune de Zè est l'une des 08 subdivisions administratives du département de l'Atlantique au Bénin. Avec une superficie de 653km<sup>2</sup>, elle est la Commune la plus vaste du département dont elle occupe 19,88% du territoire. Elle est limitée au Nord par les Communes de Zogbodomey et de Toffo, au Sud par les Communes d'Abomey-Calavi et de Tori-Bossito, à l'Est par les Commune d'Adjohoun et de Bonou et à l'Ouest par la Commune d'Allada. La commune de Zè compte 101 villages repartis sur 11 arrondissements qui sont Adjan, Dawé, Djigbé, Dodji-Bata, Hêkanmè, Koundokpoé, Sèdjè-Dénou, Sèdjè-Houégoudo, Tangbo, Yokpo et Zè. Sa situation géographique constitue pour elle une opportunité d'échanges non négligeable du fait de son voisinage constitué de grands centres de consommation. Elle est administrée par un Conseil Communal de quinze (15) conseillers ayant à sa tête un Maire élu et onze (11) Chefs d'Arrondissements désignés [2].

Selon le RGPH 4 de 2013, l'effectif de la population de la Commune de Zè est évalué à 106.913 habitants en 2013 avec 55.209 femmes et 51.704 hommes. Cette population est dominée par le groupe ethnique « Aïzo » qui ajouté aux « Ouèmènou » font 97,4% de la population. Viennent ensuite les Yoruba (1%), les Adja (0,8%) et d'autres ethnies (0,8%). La pratique religieuse est dominée par le fait culturel Voudoun (47,1%). L'on y rencontre aussi les catholiques (21,4%), les protestants (3,2%), les musulmans (2,4%) et des évangéliques et chrétiens célestes [3].

<sup>1</sup> Documents de projets, Rapports d'activités, Rapports de suivi des projets, Documents capitalisés

On dénombre un effectif de 19.992 ayant entre 6 et 11 ans d'âge (moyenne d'âge pour l'éducation primaire) soit 18,69% de la population. Par ailleurs, dans l'enseignement primaire public, la Commune de Zè est identifiée à travers le nombre d'écoles primaires, de salles de classe, des ratios (élèves/maître et élèves/salle de classe), voire l'état des salles de classe utilisées. Le tableau 1 fait sortir les statistiques sur trois années successives.

**Tableau 1** : statistiques des indicateurs scolaires de la Commune de Zè

Indicateurs	2020	2021	2022
Nombre d'écoles	97	97	95
Nombre de salles de classe utilisées	505	498	489
Nombre de salles de classe existantes	568	549	560
Ratio Elève/maître	49,08	50,29	53,39
Ratio Elève/salle de classe	44,81	47,66	19,96
Nombre de salles de classe en bon état	384	378	350
Nombre de salles de classe en mauvais état	121	120	139
Pourcentage des salles de classe en matériaux définitifs	75,05	75,30	71,37

Source : INSTaD, 2024

### 1.1.1. Echantillonnage

L'échantillon utilisé est déterminé par choix raisonné et fondé sur la caractéristique représentative des différents acteurs concernés par les questions de cantines scolaires gouvernementales et de scolarisation dans la Commune de Zè.

**Tableau 2** : Répartition des enquêtés

Groupes/ cibles	Effectifs enquêtés	%
Elèves	201	28,59
Parents d'élèves	132	18,78
Directeurs d'école	68	09,67
Membres du Comité de gestion des cantines scolaires (CGCS)	25	03,56
Enseignants	68	09,67
Cantinières	204	29,02
ONG nationales et Partenaires Techniques et Financiers	05	0,71
<b>Total</b>	<b>703</b>	<b>100</b>

Source : à partir des données collectées, décembre 2024

### 1.1.2. Outils de collecte des données

Les principaux outils utilisés pour la collecte des informations sont essentiellement le guide d'observation, le guide d'entretien et un questionnaire. Le guide d'observation a servi pour l'observation sur le terrain. Il a aidé à la compréhension et à l'analyse des réalités socioéconomiques des parents d'élèves (notamment ceux des localités bénéficiaires de l'initiative de cantines scolaires gouvernementales), des infrastructures appropriées capables d'accompagner l'initiative des cantines scolaires gouvernementales,

du milieu de travail, de l'environnement de vie familiale, des particularités socioculturelles et anthropologiques importantes. Le guide d'entretien est l'outil principal de collecte de données sur le terrain : il est adressé aux membres du Comité de gestion des cantines scolaires (CGCS) et aux ONG nationales et Partenaires Techniques et Financiers. Quant au questionnaire, il est destiné aux autres enquêtés et a facilité une collecte de données quantitatives sur le fonctionnement et la gestion des cantines scolaires gouvernementales dans le système éducatif de la zone d'étude.

### **1.1.3. Techniques de collecte des données**

Une approche mixte (qualitative et quantitative) a été choisie pour collecter des informations sur le fonctionnement et la gestion des cantines scolaires gouvernementales, la stratégie de développement durable de ces cantines scolaires, le rôle central de l'Etat, des collectivités locales, des partenaires au développement et des organisations de la société civile dans la gestion pérenne et efficace de ce projet de cantines scolaires gouvernementales.

### **1.1.4. Méthode d'analyse des résultats**

Les données qualitatives collectées sont constituées des interviews, des observations et des notes personnelles prises sur le terrain avec un plan d'analyse permettant, pour chaque sujet abordé lors des entretiens, de recueillir les idées essentielles émises par les personnes enquêtées. Les données recueillies à cet effet ont été analysées et classifiées suivant les centres d'intérêt de la recherche et par la suite, triangulées. Les réponses sont regroupées en catégories pertinentes, puis les relations qui existent entre les différents types de réponses sont mises en évidence. En ce qui concerne les données quantitatives, elles sont exportées dans deux logiciels statistiques appropriés (SPSS 21 et Excel 2010). Pour leur analyse, ces logiciels ont permis de croiser les données et de produire tous les figures et tableaux nécessaires à l'analyse des différentes thématiques de l'enquête.

## **2. Résultats**

Dans chaque école, nous avons visité les installations telles que la cuisine, le magasin de stockage des denrées, les salles de classe, le réfectoire ou le hangar, le jardin scolaire (s'il y avait), les outils et machines pour les activités génératrices de revenus, l'approvisionnement en eau, etc. Dans quelques cas, les familles dont les enfants étaient scolarisés ont été interviewées à leur domicile. A l'aide d'un guide d'entretien, des entretiens ont été réalisés avec des membres des comités de gestion des cantines scolaires, avec des cuisinières, des élèves et des enseignants. Les collaborateurs du PAM et des ONG ont été également interrogés sur leur rôle au sein de l'alimentation scolaire, leur évaluation personnelle des activités.

Les résultats issus de cette recherche révèlent également que très peu d'écoles étaient équipées de l'électricité et d'eau potable. Toutefois, toutes les écoles visitées étaient équipées de latrines. Dans une école cependant, les toilettes n'étaient plus utilisables et n'avaient pas encore été remplacées si bien que la plupart des élèves allaient faire leurs besoins à l'extérieur de l'école (figure 1).

**Figure 1** : Latrine remplie d'ordures voire en état dégradé



Source : enquêtes de terrain, décembre 2024

### **2.1. Fonctionnement des cantines scolaires gouvernementales dans les écoles primaires publiques**

Dans les écoles à cantine scolaire, chaque instituteur enregistre dans sa classe le nombre d'élèves voulant manger à la cantine. Ce premier travail se fait le matin entre 9 heures et 10 heures. Les élèves recensés payent 25 ou 50 FCFA pour le repas de midi. Le nombre de rationnaires est mentionné dans le cahier des rationnaires et les sommes sont collectées pour être ensuite acheminés au maître de cantine. Une fois les effectifs de rationnaires connus et les sommes collectées, le maître ou la maîtresse de cantine procède à la mesure des quantités de vivres correspondantes et les remet aux cantinières. Ces dernières appréhendent le repas entre 10 heures et 12 heures. A partir de 12 heures, les rationnaires se mettent en rang devant le réfectoire, se lavent les mains et s'installent pour être servis. Les enquêtés soulignent cependant que ce moment de pause déjeuner n'est pas vécu de la même façon à travers toutes les écoles de la Commune de Zè.

Quant à la liste des mets servis dans les écoles de la Commune de Zè, on a entre autres Abobo, Akassa + sauce légumes, Akassa + sauce tomate, Atassi + friture, Atassi de pois jaune + friture, Zankpiti de niébé, Zankpiti de pois jaune, Pâte + sauce légumes, Pâte + sauce tomate, Pâte rouge + sauce tomate, Pois jaune, Riz au gras, Riz + sauce tomate, Riz créole (selon les données de terrain).

Parlant des cuisinières, le PAM recommande aux écoles un total de quatre cuisinières qui travaillent à tour de rôle, par équipes de deux, à raison d'une équipe par semaine. Cependant, dans les écoles que nous avons visitées, il y avait deux, trois, quatre, voire six cuisinières, qui préparaient par groupes de quatre femmes chacun en alternance.

En effet, les données collectées et constats faits lors de cette recherche exposent qu'il existe dans toutes les écoles bénéficiaires d'une cantine scolaire gouvernementale, un comité de gestion constitué de 7 à 9 membres (avec un effectif moyen de 6 membres) dont les directeurs d'écoles, les enseignants, les parents, les élèves, les représentants de groupements de producteurs locaux, etc. Ces comités ainsi mis en place se veulent représentatifs des principaux acteurs intervenant dans le fonctionnement quotidien des cantines scolaires, de par leurs rôles et responsabilités.

### **2.2. Acteurs scolaires impliqués dans le fonctionnement des cantines scolaires gouvernementales**

La cantine scolaire gouvernementale est structurée et gérée par divers comités au sein des écoles. Ces comités sont régulés par des directives énoncées par le PAM ou les ONG impliquées, mais dans la pratique, il est constaté que les parents d'élèves et les enseignants, avaient tendance à adapter ces directives à la réalité vécue quotidiennement. Les remarques qui suivent sont basées particulièrement sur les avis des parents, des élèves et du personnel enseignant, ainsi que sur nos propres observations.

### **2.2.1. Association des Parents d'Élèves (APE)**

L'APE revêt des fonctions importantes dans chaque école du Bénin. En matière d'alimentation scolaire, c'est l'APE qui, d'un commun accord avec l'Assemblée générale des parents, engage les cuisinières qui préparent les repas des enfants. Et comme ils ont également pouvoir de décision sur le budget de l'école, ce sont également eux qui fixent le montant que chaque enfant doit payer chaque jour pour la cantine. Ce montant varie de 25 à 50 FCFA et sert généralement à payer les ingrédients pour les sauces, entre autres. C'est dire que le paiement par les parents d'une cotisation pour les frais de cantine est réglementé à l'échelle nationale, mais il est considéré avec plus ou moins de rigueur d'une école à l'autre.

### **2.2.2. Comité de gestion de la cantine scolaire**

Le Comité de Gestion de la Cantine Scolaire Intégrée (CGCSI), organise et contrôle la cantine scolaire dans chaque école bénéficiaire du programme. Le règlement de ce Comité stipule qu'il doit être composé de sept membres. Mais dans la pratique, nous avons rencontré des comités de sept, neuf membres, et d'autres qui en comptaient dix ou onze. Normalement, ces comités comprennent le/la président(e), le/la vice-président(e), le/la trésorier (- ère), le/la maître ou maîtresse de cantine, le magasinier / la magasinnière qui gère les stocks de nourriture, le/la secrétaire et un(e) délégué(e) des élèves.

Le CGCSI organise et supervise les repas scolaires (en qualité comme en quantité), l'hygiène dans et autour de la cuisine, les réserves de bois ou d'autres combustibles, l'approvisionnement en eau potable, et enfin l'achat quotidien des denrées condiments qui ne sont pas livrées par le PAM. Il peut également être chargé de la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus et de la gestion des jardins. Dans une école, un enseignant qui s'y connaissait bien en culture maraîchère, s'est senti naturellement responsable de la gestion du jardin de l'école.

### **2.2.3. Association des Mères d'Enfants (AME)**

Dans un certain nombre d'écoles à l'exemple de l'EPP/Goulo Sodji, en plus du Comité Cantine, il existe également un comité créé par les mères des écoliers, dénommé l'Association des Mères d'Enfants (AME).

Selon leurs propres déclarations, les membres de l'AME ont des tâches diverses : ils veillent à ce que les écoliers arrivent à l'heure le matin, ils maintiennent la cour d'école et les bâtiments propres et travaillent dans le jardin de l'école. Ils organisent également les réserves de bois de chauffage. Ils rendent visite aux familles dont les enfants ne viennent pas à l'école et tentent de les convaincre de la nécessité de scolariser leur progéniture. L'AME s'organise également en petits groupes pour accomplir méthodiquement de diverses activités génératrices de revenus qui profitent à la cantine scolaire. Il s'agit notamment de la transformation des fruits de palmier en huile de palme, de la transformation du manioc en gari et attiéké, et de la production de liquide vaisselle et de savon liquide. Les produits sont soit utilisés directement dans la préparation des repas scolaires, soit vendus. Dans ce cas, le fruit de la vente contribue au bon fonctionnement de la cantine.

### **2.2.4. Comités de jardins et de champs scolaires**

Ces comités spéciaux ont pour seul but de mettre en œuvre l'activité dont ils sont responsables. Ils organisent le travail dans les jardins ou dans les champs de l'école. Les comités de jardin rencontrés étaient tous composés d'hommes.

Les actions concrètes telles que le périmètre agricole, à travers les champs et jardins scolaires permettant d'avoir des légumes et fruits, sont autant de supports de développement et source de revenus pour les communautés observés (figure 2).

**Figure 2** : Aperçu du jardin et des champs de maïs et de bananes de l'EPP/Adjan Houeta



Source : enquêtes de terrain, décembre 2024

### **2.3. Appréciations des acteurs et bénéficiaires du fonctionnement des cantines scolaires gouvernementales**

#### **2.3.1. Point de vue des élèves**

Plus de la moitié des élèves ont toujours une bonne appréciation des repas mangés à la cantine. En effet, 93,5% des élèves enquêtés déclarent que les repas sont respectivement toujours consommés assez chaud et à temps réel. Par ailleurs, la quasi-totalité des élèves (92,8%) estiment que les repas de la cantine sont toujours bons.

Il faut noter aussi que si une grande majorité d'élèves mangent à la cantine à cause de la pauvreté des familles ou de l'éloignement du domicile de l'école, une partie non négligeable le fait pour rompre avec les habitudes alimentaires familiales. Ces derniers sont heureux de manger de temps à autres des nourritures différentes du repas familial. Et cette possibilité constitue une source d'émulation pour eux.

#### **2.3.2. Point de vue des parents d'élèves**

Les parents d'élèves considèrent que la cantine scolaire gouvernementale est gérée par le comité de gestion des cantines scolaires (CGCS) constitué du personnel de l'école (directeur et maître ou maîtresse de cantine) et d'association de parents d'élèves. Les cantines scolaires gouvernementales, qui fonctionnent tous les 5 jours de la semaine sans interruption, offrent aux enfants des repas équilibrés ou suffisants. Et moins de la moitié trouve l'apport en tubercules (33,2%) et en produit Bio (49,2%) des cantines suffisant.

#### **2.3.3. Point de vue des directeurs et maîtres de cantine**

Les directeurs et enseignants restent en majorité satisfaits du budget/dotation alloué pour la gestion des cantines scolaires gouvernementales de leurs écoles (79% de satisfaction). L'insatisfaction discernée s'explique par le fait que le budget ne couvre

pas l'effectif réel des élèves inscrits dans l'année en cours, suivie de la rareté des denrées avec son corolaire immédiat sur la cherté des denrées alimentaires.

## 2.4. Niveau de satisfaction des acteurs et bénéficiaires des services des cantines scolaires gouvernementales

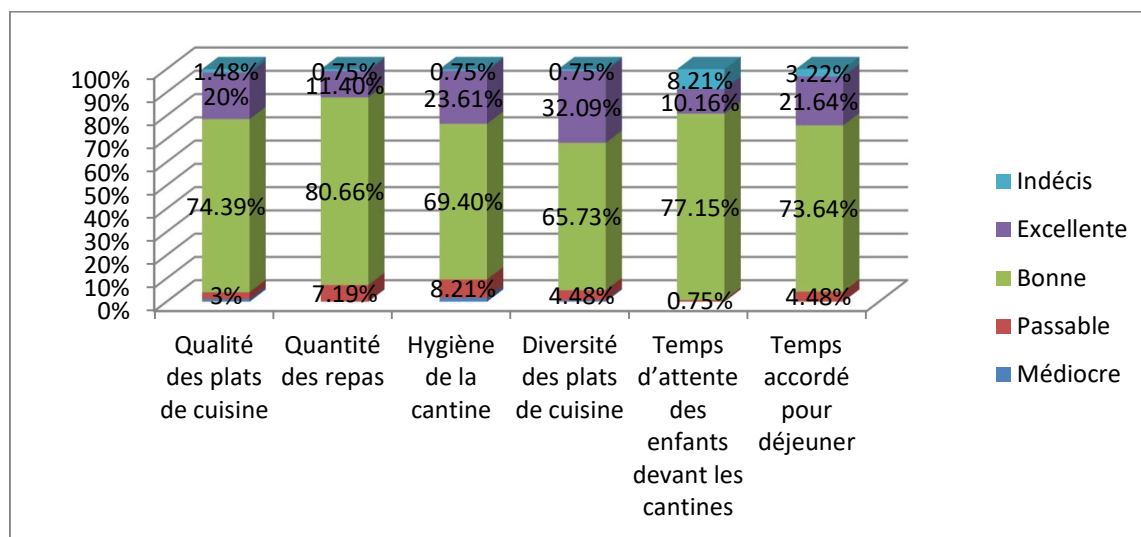
### 2.4.1. Point de vue des élèves

Les élèves se sont aussi prononcés sur la propreté et la qualité des services de la cantine scolaire : 76,80% des élèves pensent que la cantine a une bonne propreté et 21,70% parmi eux déclarent que l'hygiène de la cantine scolaire dont ils bénéficient les services est excellente. Par ailleurs, l'appréciation sur la qualité des repas est beaucoup plus hétérogène. En effet, 81,90% des élèves déclarent que la qualité des repas est bonne.

### 2.4.2. Point de vue des parents d'élèves

Il ressort de la majorité des parents que la qualité des repas (74,39%), la quantité des repas (80,66%), le temps d'attente devant les repas (77,15%) sont bons. Seulement 0,69% (Diversité des plats de cuisine); 1,77% (Hygiène de la cantine) et 1,13% (Qualité des plats de cuisine) parmi ces parents ont une mauvaise appréciation de l'ensemble de ces services. La lecture de la figure 3 relève plusieurs disparités parmi ceux qui estiment que les services sont bons.

**Figure 3 :** Niveau d'appréciation des repas



Source : enquêtes de terrain, décembre 2024

A la lecture de cette figure 3, le niveau d'appréciation est relatif car, au regard des observations de terrain marquées par les images ci-dessous annexées, la plupart des cantines souffrent d'hygiène et d'assainissement. Ainsi, le niveau d'assainissement et d'hygiène noté contredit les perceptions de répondants (figure 4).



**Figure 4 :** Photos prises dans les écoles couvertes par l'étude



Source : enquêtes de terrain, décembre 2024

Quoique les notions d'hygiène et d'assainissement restent relatives, la situation fait appel à des suggestions à priori afin d'harmoniser les perceptions ci-dessus recensées avec les états physiques de la cuisine des cantines scolaires.

## **2.5. Difficultés de gestion des cantines scolaires gouvernementales perçues par les acteurs et bénéficiaires**

Plusieurs difficultés sont signalées par les acteurs enquêtés. Elles concernent les infrastructures et les stocks d'aliments, les agents engagés dans la gestion des cantines scolaires et les rationnaires.

Certaines cantines scolaires ne respectent pas les normes en matière d'infrastructures et d'équipements nécessaires à un fonctionnement correct. Les tentatives de levée de cotisation du bureau exécutif du comité de gestion des cantines scolaires (CGCS) pour équiper la cantine rencontrent parfois la réticence des parents d'élèves. Par ailleurs, des conflits récurrents apparaissent souvent entre acteurs pour le contrôle des stocks de denrées de la cantine. Quelques fois ce conflit oppose le directeur d'école et le président du CGCS : chacun veut garder la clé du magasin des stocks, mais ils finissent par trouver un compromis : celui d'avoir deux cadenas. Chez les élèves, les difficultés ont plusieurs formes : des problèmes de convenance alimentaire sont observés dans certaines régions où les enfants refusent certains mets préparés. C'est le cas de la plupart des écoles primaires à cantines scolaires visitées où le pois jaune n'est pas de leur préférence.

### **2.5.1. Point de vue des élèves**

La liste de plusieurs difficultés a été dressée par les élèves. D'abord, la préférence des plats offerts par la cantine : 25,7% des élèves enquêtés n'apprécient pas tous les mets offerts par la cantine. Parmi eux, plus de la moitié disent ne pas aimer la pâte ou l'akassa accompagné des sauces graines. Environ 23% n'aiment pas le pois jaune. Ensuite, 16% déclarent rencontrer des

difficultés à la cantine, telles que : les bousculades, l'insuffisance de repas, le manque d'eau potable, de pain, de savon pour se laver les mains avant et après les repas, de moyens financiers en l'occurrence pour payer les frais de participation.

### 2.5.2. Point de vue des cantinières

Sur le terrain d'enquête, les cantinières se sont plaintes d'une surcharge de travail, de la pénibilité des travaux et de la rémunération, jugée beaucoup trop faible (5.000FCFA). Cette rémunération est d'ailleurs appelée « motivation », et non pas honoraire, ni salaire. De cette façon, on maintient l'impression d'une activité bénévole, alors qu'elle dépasse de loin la charge de travail des femmes. En cas d'absence pour cause de maladie, les cantinières ne sont pas rémunérées. Elles se plaignent également de ne pas être remboursées de leurs médicaments, alors que les cas de maladie sont assez fréquents. Ce point était déjà critiqué dans le rapport d'évaluation du programme d'alimentation scolaire de 2022, qui recommandait de séparer le bénévolat de l'activité des cantinières et de rémunérer ces dernières en adéquation avec le travail accompli [4].

Habituellement, les cantinières devraient bénéficier d'une formation complémentaire en matière de nutrition et d'hygiène, dispensée par les ONG impliquées. Dans les écoles modèles, le PAM effectue également des traitements de déparasitage des cantinières. Malheureusement, la réalité sur le terrain donne la version contraire.

### 2.6. Suggestions faites par les acteurs

Au regard de la situation vécue par les acteurs, les suggestions proposées sont les suivantes :

- construire ou réfectionner les cuisines des cantines scolaires ;
- ajouter des dispositifs de lavage des mains pour améliorer l'hygiène sanitaire des enfants ;
- tenir compte des effectifs de l'année en cours dans les prévisions des budgets/dotations de fonctionnement ;
- apporter l'assistance financière aux cantines à dotation en vivres pour leur équipement d'ustensiles et achat d'ingrédients pour la préparation ;
- prévoir des desserts afin d'accroître les apports en glucides chez les enfants ;
- accroître les effectifs des enseignants dans les écoles pour minimiser les cumuls de responsabilités.

En résumé, il faut construire des cuisines dont les natures des toits, murs et sols sont mieux standardisés ; avoir des ustensiles, récipients et bassines de cuisine adéquats ; faire porter de meilleurs tabliers à toutes les cantinières ; améliorer la qualité d'eau utilisée pour la cuisine et le lavage des mains avant et après les repas, etc.

Quel débat tous les résultats présentés suscitent-ils ?

### 3. Discussion

Cette discussion se fonde pour la plupart sur les résultats des différentes interviews faites et propos retenus des responsables du PAM et des membres du gouvernement impliqués dans l'exécution des tâches afférentes aux cantines scolaires gouvernementales.

En effet, la littérature a démontré que l'alimentation des enfants et des adolescents peut influencer de façon positive ou négative sur leur mémoire, leur concentration, leur attention et leurs comportements à l'école. Selon la référence [5], la cantine scolaire est un service d'émulation qui concourt à amélioration des résultats scolaires et le taux de fréquentation des classes. L'alimentation scolaire constitue donc un facteur décisif dans la création et la promotion d'un environnement propice à l'apprentissage des élèves<sup>2</sup> [6]. Pour la référence [7], les programmes de cantines scolaires souscrivent à une amélioration conséquente des exploits scolaires des élèves. En effet, une mauvaise nutrition compromet les performances à l'école et entraîne l'absentéisme, le redoublement ou l'abandon scolaire [8]. Ainsi, en l'absence d'une alimentation et d'une nutrition adéquates, les enfants n'auront

---

<sup>2</sup> D'autres facteurs étant la présence d'enseignants qualifiés et de manuels scolaires, l'adéquation des locaux, la composition des classes

inévitablement plus de difficultés à apprendre [9]. La référence [10], parle plutôt du problème de l'insécurité alimentaire qui règne dans les cantines scolaires. Quant aux travaux de recherche de la référence [11], l'insécurité alimentaire ne se limite pas à une simple question de non disponibilité de nourriture, elle a également des répercussions sur la santé des élèves et leurs performances scolaires. A ce sujet, la référence [12] indique que, fournir une alimentation saine à un jeune sur une base régulière est la meilleure façon de lui assurer en tout temps des compétences optimales, autant cognitives que comportementales.

Les résultats des recherches de la référence [13], ont montré que les cantines scolaires participent au renforcement du capital humain et sont un levier de développement local. La référence [14] quant à elle, montre l'attachement inconditionnel des apprenant(e)s aux écoles à cantines scolaires. Abondant dans le même sens, la référence [15], s'est également prononcée sur l'amélioration du taux de scolarisation dans les écoles quoique de nombreux défis se posent. Pour la référence [16], le Programme National d'Alimentation Intégrée (PNASI) est donc bien venu.

### **3.1. Mise en œuvre de l'alimentation scolaire**

En 2017, le gouvernement a lancé le PNASI, ou Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré. Ce programme vise essentiellement à renforcer l'alimentation scolaire au Bénin à travers une approche multisectorielle qui privilégie l'approvisionnement local sur le long terme, en vue d'améliorer à la fois la diversité des aliments dans les écoles et les performances scolaires. Cependant, les résultats de terrain révèlent que, bien que l'approvisionnement local en denrées de base soit un objectif secondaire du PNASI depuis 2022, il existe diverses raisons qui font que (encore au mi 2023), la majorité des achats (de maïs, de riz, de haricots ou d'huile – tous des aliments qui sont également produits au Bénin) sont effectués sur le marché international. Les produits nationaux peinent à s'imposer et la production locale issue de l'environnement villageois direct des écoles n'a guère joué de rôle jusqu'à présent. Les raisons évoquées par le PAM sont liées à la qualité de leurs produits qui n'est pas conforme aux normes requises et le non remplissage des critères administratifs d'éligibilité.

### **3.2. Mise en œuvre de la Composante Technique par les ONG**

La mise en œuvre du PNASI est confiée au PAM, qui fait appel aux dix ONG locales à qui il a été attribué trois types de postes : le chargé de programme, le superviseur et le médiateur. La Composante Technique a pour tâche, entre autres choses, de former les différents groupes d'acteurs dans les écoles chargés de l'organisation de la cantine scolaire, tels que les cantinières (à l'hygiène du travail par exemple), les directeurs d'écoles, les magasiniers et les différents comités impliqués, de superviser le fonctionnement de la cuisine et la distribution des repas, de gérer l'entreposage des denrées de base livrées par le PAM pour les différentes écoles et d'aider à la comptabilité et à l'établissement des rapports. Les contrats de services passés par le PAM avec ces ONG leur attribuent le rôle de la mobilisation sociale au sein des populations concernées, et de la supervision du bon fonctionnement des cantines scolaires. Malheureusement, la réalité sur le terrain révèle que les tâches de ces ONG comportent des insuffisances.

### **3.3. Niveau d'exécution du PNASI**

Le PNASI a été mis en place au cours de l'année scolaire 2017-2018 dans 2.199 écoles atteignant un total de 425.231 écoliers, soit un taux de couverture estimé à 31% [17]. En 2020, alors que le PNASI n'avait pas encore été étendu à tout le pays, le PAM a fourni des repas nutritifs quotidiens à 660.654 écoliers dans 3.849 écoles primaires situées dans les 77 Communes du Bénin [18] et ce pour un coût global de 48 milliards, soit un taux de couverture de 51%. En 2021, 717.206 écoliers ont reçu un repas chaud chaque jour pendant 175 jours en moyenne par année scolaire [19]. A la fin de l'année scolaire 2021-2022, un total de 5.532 écoles a été couvert par le PNASI portant ainsi le nombre total d'écoliers bénéficiaires à 1.025.203 avec un taux de couverture de 75%. En 2022, année de l'intégration de toutes les cantines scolaires au PNASI, le programme national a touché 5.351 écoles dans tout le pays. Ainsi, 1.164.273 écoliers, dont 541.258 filles, ont reçu quotidiennement un repas chaud [20]. Au-delà de 2023, il est attendu que le programme atteigne un taux de couverture de 100%. Dans les écoles dotées de cantines scolaires soutenues par le PNASI, le nombre de filles est passé de 282.751 en 2019 à 326.793 en 2021 (+15,5%) grâce à l'expansion de la couverture.

Par ailleurs, il est important de préciser que pour accélérer la dynamique, des travaux préparatoires sont en cours pour une couverture intégrale des zones urbaines. Toutefois, des écoles à Cotonou et à Porto-Novo en bénéficient déjà.

En fin, l'objectif du gouvernement par le PNASI, est effectivement de couvrir 100 % des écoles, d'harmoniser le fonctionnement des cantines scolaires et d'intégrer toutes les autres formes de restauration scolaire.

### **3.4. Fonctionnement des cantines scolaires dans les écoles primaires publiques**

Les résultats issus de cette recherche ont montré que pour la gestion locale des cantines scolaires, un comité de gestion des cantines est mis en place au sein de chaque école. Ce comité de gestion est constitué de 7 à 9 membres selon l'école dont les directeurs d'écoles, les enseignants, les parents, les élèves, les représentants de groupements de producteurs locaux, etc. Ces résultats sont en parfaite concordance avec les travaux récents de [21], de [22], et de [23] ainsi que les travaux de [24] et de [25]. Aussi, a-t-il été révélé dans le cadre de cette recherche que les comités de gestion mis en place sont confrontés à des difficultés liées au fonctionnement des cantines scolaires. Parmi ces difficultés, il en ressort que les principales causes du dysfonctionnement des cantines scolaires sont la cherté de certaines denrées alimentaires, le bénévolat des cantinières, le non-paiement des 25 ou 50 FCFA par certains élèves et l'effectif pléthorique des élèves. Si certains dysfonctionnements peuvent être corrigés, d'autres tels que la cherté des denrées alimentaires semble plus complexe parce que devant avoir une incidence financière.

### **3.5. Implication de la société civile au processus d'implémentation des cantines scolaires**

Les résultats font aussi ressortir la place importante des organisations de la société civile dans le processus d'implantation des cantines scolaires, alors que leur implication effective dans ce processus comporte encore des insuffisances. Pour presque tous les acteurs interviewés, le manque de coordination au niveau des acteurs constitue le principal problème résultant de la faible implication des OSC nationales dans le processus d'implantation des cantines scolaires; viennent ensuite la faible mobilisation sociale, la difficulté d'approvisionnement en produits locaux, la faible prise en compte des réalités socioculturelles des populations et l'utilisation des documents de gestion. Ces problèmes ont pour conséquences la faible mobilisation des ressources pour la pérennité des cantines scolaires et une faible contribution à l'économie nationale. Ces résultats corroborent les travaux de plusieurs autres auteurs dont ceux de [26], de [27], de [28], où la participation active des organisations de la société civile dans le processus d'implantation des cantines scolaires est fortement recommandée. Cette capacité des organisations de la société civile à accompagner les services publics dans la durabilité de ces interventions a été démontrée dans plusieurs travaux tels que ceux de [29] et de [30]. A cet effet, il convient de dire qu'on a plus de chance d'atteindre des résultats distinctifs si les parties prenantes plus proches des populations sont consultées durant la conception du projet et si les objectifs, les structures, les procédures et les budgets sont conçus en vue de promouvoir leur participation.

### **3.6. Ambiguïté relative au Suivi et évaluation**

Si l'ensemble des résultats publiés au sujet de la pérennisation des cantines scolaires montrent une bonne appropriation de l'alimentation scolaire par la communauté, ce n'est pas le cas du Suivi et évaluation.

En effet, pour garantir des politiques basées sur des preuves, un Système de Suivi-Évaluation (SSE) trimestriel a été mis en place pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Ce SSE inclut la création d'une base de données, le développement d'outils de suivi-évaluation, l'organisation de missions de suivi, la rédaction de guides pour la gestion des cantines scolaires, ainsi qu'une stratégie de pérennisation et un plan de communication. En 2023, le PAM a réalisé une évaluation systémique pour améliorer les résultats éducatifs, avec un examen à mi-parcours du Plan Stratégique Pays pour mi-2025. Une évaluation décentralisée du programme d'alimentation scolaire a été menée en collaboration avec le Gouvernement. L'évaluation finale du PNASI a examiné l'impact, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et la durabilité du projet. Cette évaluation a inclus la participation de différentes parties prenantes, notamment élèves, enseignants, parents, et autorités locales, afin de recueillir des perspectives diverses. Commanditée par le MEMP et le bureau du PAM au Bénin, elle a eu lieu en 2022. Les évaluations ont révélé que les repas scolaires sont diversifiés, appréciés des enfants, et jouent un rôle crucial dans la motivation scolaire.

Certes, il a été noté des acquis positifs et des effets bénéfiques unanimement observés sur l'éducation et l'économie locale des cantines scolaires gouvernementales, mais la conception et la mise en œuvre de l'alimentation scolaire rencontrent toujours d'importants défis tels que la faiblesse du système de suivi-évaluation (S&E) observée sur le terrain. Il s'agit entre autres d'un

manque de fiabilité de certaines données transmises au partenaire et d'un manque d'attrait pour le suivi-évaluation de la part des partenaires.

### 3.7. Perspectives pour la pérennisation des cantines scolaires gouvernementales

La réussite de l'exécution des activités de cantines scolaires passe incontestablement par des éléments importants tels que : la construction/aménagement des infrastructures physiques pour le conditionnement des commodités, la cuisson des nourritures par les cantinières, l'accompagnement du fonctionnement, l'amélioration des conditions sanitaires des cantinières, l'amélioration de l'hygiène alimentaire des élèves, la création d'un comité de gestion fiable, les ressources humaines et financières sans oublier la contribution des parents d'élèves. Le comité de gestion doit refléter la diversité des parties prenantes (parents d'élèves, directeur d'école, élèves, représentants de mutuelles de santé, agriculteurs, institutions, entreprises, etc.). Œuvrer pour une meilleure participation des parents d'élèves et le fonctionnement régulier de ce comité est donc fondamental pour garantir une pérennisation des acquis des cantines scolaires gouvernementales au Bénin. Le soutien constant du comité à une gestion efficiente est d'une importance capitale dans cette réussite et ce, à travers les éléments ci-après (bonne tenue d'un cahier de comptes, d'un registre des stocks, de la planification des investissements, etc.). En clair, il va falloir :

- intégrer davantage de ressources locales dans les menus servis dans les cantines scolaires gouvernementales au Bénin dont les potentialités nutritives ont été prouvées et testées par la recherche scientifique.
- impliquer les entreprises agroalimentaires locales au programme;
- inciter la mise en place des jardins scolaires à but pédagogique qui pourront approvisionner les cantines en légumes de qualité;
- promouvoir des fermes en polyculture et/ou élevage au sein des établissements : ces mesures permettront de fournir de manière organisée des produits de qualité avec une traçabilité bien connue aux programmes de cantines scolaires;
- impliquer les organisations de producteurs (OP) à travers des partenariats gagnant-gagnant afin de stimuler et d'améliorer la part des produits locaux dans les repas en cantine. L'ouverture de marchés publics aux agriculteurs et aux OP suppose un certain niveau de professionnalisme. Au niveau des OP, plusieurs défis se dressent pour accéder à ces marchés à savoir le respect du cahier des charges stipulé dans les contrats, les capacités techniques des OP et des agriculteurs familiaux à garantir la production nécessaire en qualité et en quantité, ainsi que la collecte, le stockage, la transformation et le conditionnement des produits. Les capacités financières des OP à préfinancer l'achat des produits aux agriculteurs constituent une des contraintes majeures;
- concevoir et mettre en œuvre une politique d'enrichissement des aliments approvisionnés localement aux cantines scolaires;
- améliorer le stockage et la conservation des denrées alimentaires à travers des méthodes et techniques de transformation et de conservation à petite et moyenne échelle, financièrement accessibles et faciles à mettre en œuvre afin de limiter les pertes des denrées alimentaires au niveau des écoles;
- adjoindre des programmes d'éducation nutritionnelle pour les écoliers et autres acteurs du monde scolaire comme stratégies d'amélioration des programmes d'alimentation scolaire;
- créer un système de suivi fiable, partagé et exploitable par les différentes parties prenantes et déléguer la mission de suivi évaluation du programme PNASI à un partenaire indépendant du programme;
- établir des indicateurs de base, qui permettent aux outils de suivi et d'évaluation de rationaliser les opérations, d'identifier les domaines à améliorer et de garantir la responsabilité, ce qui permet de progresser vers les objectifs du programme.

Enfin, pour que le programme soit durable sur le plan institutionnel, social, économique et environnemental, il est nécessaire de le mettre dans un paysage institutionnel convenable à un fonctionnement durable, renforcer le rôle régalien de l'État dans la

conduite du programme, accompagner le transfert progressif au niveau décentralisé, améliorer durablement la redevabilité de l'ensemble du programme avec un cadre de résultats exhaustifs pour toutes les composantes, construire un cadre favorable à l'opérationnalisation de la stratégie des achats locaux, renforcer l'approche multisectorielle et l'impact en nutrition notamment par des partenariats, améliorer la qualité en bout de chaîne et utiliser le PNASI comme un programme vecteur de changement en matière d'égalité des sexes et de promotion de la femme dans le développement économique et social de la société béninoise.

Par ailleurs, pour des questions d'efficacité et de durabilité, il est nécessaire que les cantinières reçoivent une rémunération qu'elles pourront justifier et pour laquelle elles pourraient être soumises à des sanctions en cas de contre-performance ou de non fourniture de résultats. En outre, la réouverture des cantines scolaires a pour conséquence le retour massif des élèves vers les classes pour bénéficier au moins du repas de la journée. Cette situation secoue les prévisions et cause parfois une inefficacité dans la fourniture des repas. Pour presque toutes les cantinières, le travail qu'elles accomplissent est éprouvant et les laisse dans l'impossibilité de conduire d'autres activités dans l'après-midi. A cet effet, il est difficile de les retenir car, elles se retrouvent acculées par ce bénévolat qui leur prend tout le temps et ne leur permet pas de vaquer à d'autres occupations, lesquelles pourraient être lucratives.

### **Conclusion**

Il ressort des données collectées que les cantines scolaires jouent un double rôle. Elles contribuent à l'application de la loi sur l'obligation scolaire en rendant l'école plus accueillante d'une part; et elles s'inscrivent dans le processus souscrivant à l'atteindre de l'ODD 4 qui recommande aux Etats d'« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'autre part. Le volet éducation de l'ODD 4 est, faut-il le rappeler, d'une importance fondamentale car, il conditionne le succès des 16 autres ODD. Bref, le principal défi du développement des Etats émergents d'Afrique de l'Ouest n'est-il pas celui de l'éducation ? Dans la Commune de Zè, beaucoup d'enfants sont dans des conditions socio-économiques peu reluisantes, allant des difficultés de scolarisation à celles liées à l'atteinte du paroxysme de leur émotion gustative, toutes choses ne facilitant pas la fréquentation des écoles. A cet effet, les cantines scolaires gouvernementales sont les bienvenues.

Considérant les nombreux avantages qui peuvent découler des cantines scolaires, l'on peut conclure qu'il s'agit effectivement d'un programme qui peut être pérennisé en vue de contribuer à l'atteinte des différents objectifs stratégiques au Bénin. Toutefois, certains défis subsistent en ce qui concerne sa pérennisation. Ces défis incluent entre autres la faible participation des OSC, des organisations de producteurs à l'approvisionnement des cantines scolaires du fait des procédures d'appels d'offres trop complexes, des prix peu rémunérateurs, de la cherté des denrées alimentaires, de la préférence pour les produits importés, de l'absence de règles ou directives concrètes pour encadrer et encourager l'approvisionnement en produits locaux, du manque d'harmonisation des pratiques en lien avec les initiatives de cantines scolaires dans le pays voire de la faiblesse dans le processus du suivi évaluation.

Enfin, l'adoption d'un ensemble, sinon de la totalité des indicateurs de résultats suggérés permettra de combler le manque de connaissances sur l'approche et d'informer de manière significative la prise de décision.

### **Remerciements**

L'auteur envoie un signe de reconnaissance à l'endroit du PAM et du Ministère des Enseignements maternel et primaire du Bénin pour la mise à disponibilité des données. Les remerciements vont également à l'endroit des directeurs (trices), des maîtres et maîtresses de cantine, des parents et des élèves qui se sont rendus disponible lors de son passage dans les écoles à cantine de la Commune de Zè.

### **Références**

- [1]. Krouélé, T. (2017). Lutte Contre La Déscolarisation Dans L'enseignement Primaire : Les Cantines Scolaires En Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, 13(35), pp. 234-235.
- [2]. Monographie départementale \_ Mission de spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin \_ (2019) <sup>3</sup> RGPH4-2013).

- [3]. PAM. (2022). Évaluation décentralisée conjointe finale du Programme National d’Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) au Bénin - 2017 à 2021 Rapport d’évaluation centrale décentralisée- version finale.
- [4]. Krouélé, T. (2017). Lutte Contre La Déscolarisation Dans L’enseignement Primaire : Les Cantines Scolaires En Côte d’Ivoire. *European Scientific Journal*, 13(35), pp. 234-235.
- [5]. Codero, M. (2015). Sécurité alimentaire et moyens d'existence.. s.l., Terre des hommes – aide à l’enfance.
- [6]. Diagne, A. Sokhna, O. Diallo, F. L. et Moustapha Lo, M.( 2012). Evaluation de l’impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal, Dakar: CRES.
- [7]. Bouterakos, M. Doura, M. Hambayi, M. & Bundy, D. (2021). Importance des programmes de cantines scolaires pour soutenir la nutrition des enfants d’âge scolaire, particulièrement pendant la pandémie de COVID-19. [www.ennonline.net/fex/66/desprogrammesdecantinesscolairesdesenfantsdâgescolaire](http://www.ennonline.net/fex/66/desprogrammesdecantinesscolairesdesenfantsdâgescolaire) [Accès le 15 Mars 2024]
- [8]. Fauliau, C. (2018). Mise en place et gestion des cantines scolaires : Capitalisation d’expériences. 4 p.
- [9]. Allah, K.F-P. (2024). Les cantines scolaires de Bouaké en situation d’insécurité alimentaire (Côte-d’Ivoire), Université Alassane Ouattara-de Bouaké – RCI, revue Échanges, n° 22.
- [10]. Kouamé, N. P. Kouadio, K. J. et Kouassi, K. F. (2019). Développement physique des enfants de milieu de vie et de niveau d’adaptabilité biologique différent. *Antropo*, 41, 1-15. [www.didac.ehu.es/antropo](http://www.didac.ehu.es/antropo). Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural, 2010, Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) 2010-2015. <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC159246/>
- [11]. Bellisle, F. (2014). Meals and snacking, diet quality and energy balance. *Physiology & behavior*, 134, 38-43.
- [12]. Madegnan, D. et Nouatin, G. (2022). « Cantines scolaires et développement local : Cas de la commune d’Athiéme » ; *Revue Française d’Economie et de Gestion* «Volume 3 : Numéro 10 » pp : 91 – 147
- [13]. Moumouni, G.I. et Abdourahamane, M.M. (2020). Incidence de la cantine scolaire sur le maintien : une étude de l’expérience du PAM à l’école du village de Banikosseye, commune rurale de Tagazar, *Annales de l’Université de Moundou, Série A-FLASH*, 7(3), 171-193.
- [14]. Saka, A. (2019). Effets du programme des cantines scolaires sur la performance des apprenants des écoles primaires publiques d’Adjarra au Bénin, Mémoire de master professionnel, INJEPS/CEREID, UAC, 40-58
- [15]. Garba, K.A. et Amoussou, C. F. (2024). Contribution du programme d'alimentation scolaire à l'amélioration de la qualité de l'éducation au primaire au Benin : cas de la commune de Bopa, Université d’Abomey Calavi, Djiboul, N°007, Vol.2
- [16]. Djagba, A. et Abodohoui, A. (2023). Fonctionnement des cantines scolaires installées dans le cadre des projets de développement dans le département de l’Atacora au Bénin, *Revue Française d’Economie et de Gestion* ISSN : 2728- 0128 Volume 4 : Numéro 3.
- [17]. Gonesse. (2021). Alimentation scolaire en Afrique de l’Ouest : Etat des lieux au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et au Togo. Retrieved from <https://www.alimenterre.org/system/files/2021-12/1296-fichespays-alimentation-scolaire-benin-bf-senegal-togo.pdf>
- [18]. Amoussa Hounkpatin, W. Lokonon, J. Mirehoun-Adissoda, C. et Lafia, E. (2022b). Etude sur l’état nutritionnel des écoliers au Benin. Résultats dans les écoles pilotes du nouveau modèle de cantines scolaires. PAM/FSA Janvier 2022. P.80
- [19]. PAM ACR, 2022. Annual country reports - Benin - 2022, BJ02. Retrieved from [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP0000147932/download/?\\_ga=2.102167748.413261680.1716810609-1809077492.1716810609](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP0000147932/download/?_ga=2.102167748.413261680.1716810609-1809077492.1716810609).
- [20]. Abitor, K. Nasser, L. et Akologbo, G. (2021). Etude de faisabilité de l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Togo et au Bénin, Cotonou: etd.
- [21]. Saka, A. (2019). Effets du programme des cantines scolaires sur la performance des apprenants des écoles primaires publiques d’Adjarra au Bénin, Mémoire de master professionnel, INJEPS/CEREID, UAC, 40-58
- [22]. Moumouni, G.I. et Abdourahamane, M.M. (2020). Incidence de la cantine scolaire sur le maintien : une étude de l’expérience du PAM à l’école du village de Banikosseye, commune rurale de Tagazar, *Annales de l’Université de Moundou, Série A-FLASH*, 7(3), 171-193.
- [23]. Diagne, A. Sokhna, O. Diallo, F. L. et Moustapha Lo, M.( 2012). Evaluation de l’impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal, Dakar: CRES.

- [24]. Magee, M. (2013). Cantines scolaires au Bénin pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec les associations de Parents d'élèves, Bénin: Catholic Relief Services.
- [25]. Djagba, A. (2017). Avenir des cantines scolaires dans la commune de Sô-Ava face aux défis du développement durable, Cotonou, s.n., pp. 37 - 40, s.n
- [26]. Magee, M. (2013). Cantines scolaires au Bénin pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec les associations de Parents d'élèves, Bénin: Catholic Relief Services.
- [27]. Chépeau, C. Bellemlih, E. & Bourgeault, S. (2018). Mise en place et gestion des cantines scolaires. s.l.: La Guilde.
- [28]. Efros, D. (2012). DES « Approches participatives » aux processus d'empowerment : Quelle autodétermination des conditions d'un développement ? .. Ergologia, Volume Issue 6, pp. 41- 114.
- [29]. Zufferey, J. (2011). Introduction à la société civile et aux ONG, s.l.: s.l.: © ise, unige.
- [30]. Abitor, K. Nasser, L. et Akologbo, G. (2021). Etude de faisabilité de l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Togo et au Bénin, Cotonou: etd.
- [31]. Allah, K.F-P. (2024). Les cantines scolaires de Bouaké en situation d'insécurité alimentaire (Côte-d'Ivoire), Université Alassane Ouattara-de Bouaké – RCI, revue Échanges, n° 22.
- [32]. Amoussa Hounkpatin, W. Lokonon, J. Mirehoun-Adissoda, C. et Lafia, E. (2022). Etude sur l'état nutritionnel des écoliers au Benin. Résultats dans les écoles pilotes du nouveau modèle de cantines scolaires. PAM/FSA Janvier 2022. P.80
- [33]. Bellisle, F. (2014). Meals and snacking, diet quality and energy balance. *Physiology & behavior*, 134, 38-43.
- [34]. Bouterakos, M. Doura, M. Hambayi, M. & Bundy, D. (2021). Importance des programmes de cantines scolaires pour soutenir la nutrition des enfants d'âge scolaire, particulièrement pendant la pandémie de COVID-19. [www.enonline.net/fex/66/desprogrammesdecantinesscolairesdesenfantsdagescolaire](http://www.enonline.net/fex/66/desprogrammesdecantinesscolairesdesenfantsdagescolaire) [Accès le 15 Mars 2024].
- [35]. Chépeau, C. Bellemlih, E. & Bourgeault, S. (2018). Mise en place et gestion des cantines scolaires. s.l.: La Guilde.
- [36]. Codero, M. (2015). Sécurité alimentaire et moyens d'existence.. s.l., Terre des hommes – aide à l'enfance.
- [37]. Diagne, A. Sokhna, O. Diallo, F. L. et Moustapha Lo, M.( 2012). Evaluation de l'impact des programmes de cantines scolaires sur les performances des écoles primaires rurales au Sénégal, Dakar: CRES.
- [38]. Djagba, A. et Abodohou, A. (2023). Fonctionnement des cantines scolaires installées dans le cadre des projets de développement dans le département de l'Atacora au Bénin, Revue Française d'Economie et de Gestion ISSN : 2728- 0128 Volume 4 : Numéro 3.
- [39]. Djagba, A. (2017). Avenir des cantines scolaires dans la commune de Sô-Ava face aux défis du développement durable, Cotonou, s.n., pp. 37 - 40, s.n.
- [40]. Efros, D. (2012). DES « Approches participatives » aux processus d'empowerment : Quelle autodétermination des conditions d'un développement ? .. Ergologia, Volume Issue 6, pp. 41- 114.
- [41]. Fauliau, C. (2018). Mise en place et gestion des cantines scolaires : Capitalisation d'expériences. 4 p.
- [42]. Garba, K.A. et Amoussou, C. F. (2024). Contribution du programme d'alimentation scolaire à l'amélioration de la qualité de l'éducation au primaire au Benin : cas de la commune de Bopa, Université d'Abomey Calavi, Djiboul, N°007, Vol.2
- [43]. Gonese. (2021). Alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest : Etat des lieux au Bénin, Burkina Faso, Sénégal et au Togo. Retrieved from <https://www.alimenterre.org/system/files/2021-12/1296-fichespays-alimentation-scolaire-benin-bf-senegal-togo.pdf>.
- [44]. Kouamé, N. P. Kouadio, K. J. et Kouassi, K. F. (2019). Développement physique des enfants de milieu de vie et de niveau d'adaptabilité biologique différent. *Antropo*, 41, 1-15. [www.didac.ehu.es/antropo](http://www.didac.ehu.es/antropo). Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, 2010, Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) 2010-2015. <https://www.fao.org/faolex/results/details/fr/c/LEX-FAOC159246/>
- [45]. Krouélé, T. (2017). Lutte Contre La Déscolarisation Dans L'enseignement Primaire : Les Cantines Scolaires En Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, 13(35), pp. 234-235.
- [46]. Madegnan, D. et Nouatin, G. (2022). « Cantines scolaires et développement local : Cas de la commune d'Athiéme » ; *Revue Française d'Economie et de Gestion* «Volume 3 : Numéro 10 » pp : 91 – 147.



- [47]. Magee, M. (2013). Cantines scolaires au Bénin pour améliorer l'inscription et la rétention des élèves en partenariat avec les associations de Parents d'élèves, Bénin: Catholic Relief Services.
- [48]. Monographie départementale \_ Mission de spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin \_ (2019)
- [49]. Moumouni, G.I. et Abdourahamane, M.M. (2020). Incidence de la cantine scolaire sur le maintien : une étude de l'expérience du PAM à l'école du village de Banikosseye, commune rurale de Tagazar, Annales de l'Université de Moundou, Série A-FLASH, 7(3), 171-193.
- [50]. PAM ACR. (2022). Annual country reports - Benin - 2022, BJ02. Retrieved from [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP0000147932/download/?\\_ga=2.102167748.413261680.1716810609-1809077492.1716810609](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP0000147932/download/?_ga=2.102167748.413261680.1716810609-1809077492.1716810609).
- [51]. PAM. (2022). Évaluation décentralisée conjointe finale du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) au Bénin - 2017 à 2021 Rapport d'évaluation centrale décentralisée- version finale.
- [52]. Saka, A. (2019). Effets du programme des cantines scolaires sur la performance des apprenants des écoles primaires publiques d'Adjarra au Bénin, Mémoire de master professionnel, INJEPS/CEREID, UAC, 40-58
- [53]. Zufferey, J. (2011). Introduction à la société civile et aux ONG, s.l.: s.l.: © ise, unige.